

28 août 2008



L'écologie, d'Hervé Kempf à Françoise David

Le 26 août 2008, sur le site de Québec solidaire, la porte-parole en chef commettait un petit essai intitulé « L'écologie sans la justice n'est pas l'écologie ». Cet essai ignore complètement les objectifs de l'après-Kyoto qui sont pourtant le grand sujet de débat international de l'heure sur le plan écologique. On se serait attendu que la porte-parole se situe sur les objectifs du dernier rapport de 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) issu de l'ONU que Greenpeace-Canada résume ainsi

« ...pour maintenir l'augmentation de la température moyenne de la Terre sous cette barre des 2°C, il faut ramener les émissions mondiales de GES au niveau de 1990 dès 2020, puis il faudra les réduire encore de 50 % d'ici 2050.

« Pour le Canada et les autres pays industrialisés, l'objectif est encore plus radical : toujours par rapport au niveau de 1990, il faut réduire les GES de 30 % d'ici 2020 et de 80 % d'ici 2050. »

Motus et bouche cousue. Elle préfère se baser sur les positions d'Hervé Kempf, le chroniqueur environnemental du journal de centre-droit, Le Monde. On comprend pourquoi quand on constate le degré de généralité, d'imprécision et surtout le manque d'audace des propositions de la porte-parole. En janvier 2007, Le Devoir avait publié, à la une, une interview d'Hervé Kempf. J'avais réagi par un petit essai critique que je vous invite à lire ou relire. J'en dégageais l'ambiguïté de l'analyse de Kempf à propos de l'anticapitalisme, du niveau de vie populaire, et particulièrement des fermetures d'usines rentables. Curieusement, la direction de Québec solidaire se tait sur ce dernier sujet malgré la fréquence de ces fermetures ou congédiements massifs.

Le punch anticapitaliste du Devoir Pour encore mieux servir le patronat

« *Le capitalisme serait à l'origine des crises sociales et écologiques* » sous-titrait à la une Le Devoir du 6 janvier 2007. On ne saurait mieux dire sauf à mettre ce conditionnel au présent de l'indicatif. En effet, d'affirmer l'auteur Hervé Kempf, chroniqueur environnemental du journal Le Monde :

« le système social qui régit actuellement la société humaine, le capitalisme, s'arc-boute de manière aveugle contre les changements qu'il est indispensable d'opérer si l'on veut conserver à l'existence humaine sa dignité et sa promesse [...] On ne peut comprendre la concomitance des crises écologiques et sociales si on ne les analyse pas comme les deux facettes d'un même désastre. »

Encore faudrait-il se demander si le capitalisme, loin d'être aveugle, n'est tout simplement pas en harmonie avec sa logique de valorisation du capital.

Politiquement, le capitalisme planétaire

« s'appuie même, dit-il, sur des crises comme celle du 11-Septembre pour réduire sensiblement les droits humains conquis de haute lutte et neutraliser, voire faire disparaître, les mécanismes démocratiques qui permettent des débats publics libres sur les choix de projets, les choix de société que soulève à répétition le jeu de l'économie. »

Encore faudrait-il se demander si le capitalisme ne contraint pas la démocratie parlementaire dans l'étroite limite de la propriété privée des moyens de production et de circulation.

De même l'auteur constate-il l'ineptie des alternatives réellement existantes :

« Mais il constate aussi qu'une grande partie de la gauche européenne n'a pas vu la profondeur des liens entre les deux problèmes, tout comme beaucoup d'écologistes, qui s'en tiennent à une approche environnementaliste, ratent la moitié du problème, sinon sa cause première. »

Encore faudrait-il se demander si roses et verts, acceptant l'électoratisme inhérent aux institutions parlementaires, renoncent par le fait même à remettre en cause par la rue le caractère sacré de la propriété privée.

La solution de l'auteur aux maux du capital ? :

« C'est pour mettre fin à cette course à la consommation ostentatoire qu'il préconise des contrôles radicaux de la richesse par un "plafonnement du salaire maximum et de l'accumulation de la richesse patrimoniale", une sorte de pendant du salaire minimum mais par le haut. [...]

« Au principe écologiste, si utile à l'époque de la prise de conscience – "Penser globalement, agir localement" --, il nous faut ajouter le principe que la situation impose: "Consommer moins, répartir mieux". [...]

« C'est pourquoi, dit-il, il faut "abaisser les riches" plutôt que de relever les pauvres, afin de commencer à respecter les seuils de détérioration irréversibles des ressources de la planète. »

On ne contestera pas ce « *modèle d'hyperconsommation [que tentent] désormais d'imiter les classes inférieures et surtout la classe moyenne, tout comme les pays en développement tentent d'imiter les pays occidentaux...* » Il est bien trop évident tant la plaie de l'obésité déforme les corps, que nos cités baignent dans les déchets et les pollutions et que l'équilibre écologique de la terre est sur le bord de la rupture.

Hyperconsommation ou hyperaccumulation ?

Encore faudrait-il découvrir l'origine de cette hyperconsommation auto-destructrice. En rejetant le marxisme comme idéologie anti-humaniste, alors que Marx a posé les fondements d'une science de l'histoire qui a donné la clef des barbaries d'hier et d'aujourd'hui, l'auteur se prive d'un outil essentiel. L'hyperconsommation n'est rien d'autre que la caricature par les classes moyennes mondiales — petite bourgeoisie et aristocratie ouvrière — de l'accumulation du capital. Avec le néolibéralisme guerrier, cette dernière est devenue hyperaccumulation tant des moyens de production, non seulement dans la vieille industrie automobile en crise de surproduction mais surtout dans la nouvelle télé-informatique où l'obsolescence planifiée est systématique, que des moyens de destruction sur une base de guerre permanente qui n'est plus froide.

Jusqu'aux dites *trente glorieuses* (1945-1975), le prétendu bonheur consumériste n'était pas généralement accessible à la masse prolétarienne mondiale malgré l'innovation anticipative de l'*American way of life* aux ÉU qu'avait annoncé en 1903 Thorstein Veblen dans *The Leisure Class* dans laquelle il avait démontré la fonction politique contre-révolutionnaire des dépenses ostentatoires de la *gilded age* des *robber barons* décrites par Mark Twain et dénoncées par les *muckrakers* :

« *Les travailleurs n'essaient plus de prendre la place des patrons mais de les imiter. Ils acquiescent par eux-mêmes au jugement de valeur que leur propre travail est moins "digne" que celui de leurs maîtres, et que leur but n'est plus de se débarrasser d'une classe supérieure mais d'y grimper.* » (Robert L. Heilbroner, chapitre *The savage society of Thorstein Veblen* dans *The Worldly Philosophers*, 5^{ie} édition, Simon and Schuster, 1980, pages 230-31, ma traduction)

Si la consommation ostensible marque une rupture avec la puritaine et hypocrite morale victorienne de l'empire britannique qui avait jusqu'alors encadré la consommation des nouvelles classes moyennes générées par l'impérialisme naissant, elle ne commença véritablement à s'élargir à celles-ci que durant les *roaring twenties* que cependant la grande crise des années 30 puis la Deuxième guerre mondiale vinrent brutalement interrompre. Même après, la consommation de masse prolétarienne¹, petite fille des dépenses ostentatoires de la *leisure class*, ne fut pas le moteur de ces *trente glorieuses* bien qu'elle en explique sans doute la longévité mais encore plus la fin.

¹ La consommation de masse prolétarienne répond aux besoins de logement et de transport par le bungalow et l'auto et non pas par le logement collectif et par le transport en commun. L'hyperconsommation des classes moyennes y répond par la macmaison et la SUV alors que le bungalow et l'auto dite familiale répondaient déjà mal à ces besoins.

Le moteur principal de la demande solvable des trente glorieuses ne fut pas en effet la consommation de masse mais le gigantesque effort de reconstruction suite aux dévastations de la guerre, financé par les vainqueurs (ex. les plans Marshall et Dodge) sans oublier le tout autant immense labeur de ré-équipement de l'industrie des pays anglo-saxons épuisée par l'effort de guerre. Ensuite vint la *pent-up demand* des classes moyennes alimentée par les bonds de la victoire puis par le crédit hypothécaire qui à son tour nécessita un grand déploiement de travaux publics financés par la dette publique.

La consommation de masse prolétarienne, financée par la généralisation du crédit et stimulée par une nouvelle intensité de la publicité née dans le *gilded age*, ne vint que prolonger cette massive demande solvable primaire. Elle était cependant moins un moyen économique que la réponse politique, prédite par Veblen, à la résurgence de la lutte syndicale d'après-guerre dans les pays vainqueurs sur fond de montée révolutionnaire dans les pays vaincus, sauf l'Allemagne, anciennes colonies et pays dépendants, de la révolution chinoise de 1949 à la décolonisation des années 60. Elle ne fut donc pas concédée de bonne grâce par le capital mais par nécessité corruptrice.

L'écroulement de l'espoir socialiste, suite à la dégénérescence stalinienne puis de l'effondrement du socialisme réellement existant, a créé les conditions de la victoire de cette corruption idéologique et politique. La solidarité prolétarienne s'en est ainsi trouvée désarmée tant par l'étranglement des échéances mensuelles que par l'individualisme de l'auto-bungalow. Le néolibéralisme en a profité pour substituer à la consommation de masse prolétarienne des pays impérialistes, laquelle répondait mal à des besoins réels, l'hyperconsommation des classes moyennes globales, laquelle répond mal à des besoins virtuels. L'envers de la médaille, c'est la généralisation de la pauvreté et des inégalités, massive dans le tiers monde, y compris dans les pays à forte croissance, et un cancer généralisé dans les pays impérialistes.

Ainsi le capital a-t-il pu rétablir un taux de profit compromis² sans toutefois créer les conditions d'une stabilisation du nouveau paradigme auquel il manque un moteur de demande solvable. Celle-ci pourrait être le (ré)-équipement de l'appareil de production des grands pays du tiers monde si l'impérialisme parvenait à les re-coloniser pour s'en accaparer la plus-value³ d'où la nécessaire conversion du néolibéralisme libre-échangiste en néolibéralisme guerrier. L'hyperconsommation, si elle est nécessaire au néolibéralisme guerrier pour se doter d'une base sociale dans les classes moyennes et pour servir de carotte de l'âne pour le prolétariat, est de loin insuffisante pour garantir une demande solvable annonciatrice d'une phase ascendante de l'onde longue⁴ mais contribue tout de même, comme corollaire de l'hyperaccumulation, à rompre les grands équilibres écologiques.

² Voir http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry42_2.pdf

³ Voir les paragraphes « Les conditions économiques d'une sortie de crise sont partiellement réunies » et suivants dans http://www.marcbonhomme.com/page0/files/page0_blog_entry37_2.pdf

⁴ Voir, pour une explication théorique du concept d'« onde longue », <http://hussonet.free.fr/mandel05.pdf>

Contrener isolément l'hyperconsommation est réactionnaire

Si le sous-titre à la une du Devoir mettait en cause le capitalisme, tel n'était pas le cas du titre : « *Les riches au banc des accusés* ». Qui sont les riches ? Certes, le riche peut être défini comme un synonyme de capitaliste ou de bourgeois mais il s'entend habituellement comme le contraire du pauvre. Les classes dites moyennes sont-elles pauvres ? Le prolétariat des pays impérialistes est-il majoritairement pauvre ? Poser la question c'est y répondre. Ce serait donc la majorité des habitants des pays impérialistes, ou presque, qui serait au banc des accusés. Il est vrai qu'évaluée à cet aune, la majorité des habitants du globe pourrait être jugée pauvre... mais elle est plus coupable encore que les super-riches car elle ferait trop d'enfants⁵ :

« Hervé Kempf reconnaît d'emblée que [la démographie galopante] a certainement un impact globalement plus grand que toute l'hyperconsommation de cette oligarchie, constituée par quelques centaines de milliers de millionnaires et de milliardaires, qui contrôlent l'essentiel des revenus et du patrimoine financier. »

On comprend ce que signifie dans ce contexte « *abaisser les riches* » sans « *relever les pauvres* ». Faut-il abolir la loi 142 afin de relever les salaires des employés de l'État victimes d'un gel salarial de deux ans ? N'est-ce pas plutôt là une belle occasion de réduire la consommation des riches ? Faut-il plaindre les 800 travailleurs de la Goodyear de Valleyfield qui perdent leur emploi ? N'étaient-ils pas trop bien payés alors que, selon le maire de Valleyfield, « *nous éprouvons même, sur le plan régional, une pénurie de main-d'œuvre spécialisée dans certains domaines.* »⁶ De renchérir la responsable du développement économique régional : « *Pour la quinzaine d'employeurs [de la métallurgie et du béton] à la recherche de main-d'œuvre, c'est*

⁵ Sur le sujet de la sur-population est fort pertinente la remarque suivante de Mike Davis, auteur de *Planet of Slums* :

« La vraie question n'est pas de savoir si la terre est trop peuplée mais comment résoudre la contradiction entre la justice sociale sur la base d'un niveau de vie décent pour chacun et, d'autre part, la soutenabilité environnementale. Il n'y a pas trop de monde sur terre mais bien une sur-consommation planétaire des ressources non renouvelables. La solution de cette contradiction se trouve dans la cité elle-même. Des cités vraiment urbaines sont les systèmes environnementaux les plus efficaces jamais créés pour vivre ensemble et travailler avec la nature. Le génie particulier de la cité est de procurer un haut niveau de vie par le *luxe* des services publics et par l'espace public de sorte à satisfaire des besoins que le modèle banlieusard de consommation privée n'arriverait jamais à satisfaire. » [...] ... la question de savoir si certaines cités deviennent monstrueusement trop grandes a moins à voir avec leur nombre d'habitants qu'avec leur *mode de consommation*, si elle épargne, réutilise et recycle leurs ressources, si l'espace public est partagé. » (ma traduction) (<http://bldgblog.blogspot.com/2006/05/interview-with-mike-davis-part-2.html>)

⁶ Denis Lapointe, maire de Valleyfield, nouvelles de Radio-Canada, 5 janvier 2007, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/regional/modele.asp?page=regions/Montreal/2007/01/05/005-Goodyear-Valleyfield-Mob.shtml>

une bonne nouvelle. »⁷ Voilà un nouvel abaissement des riches qui en plus contribuera au développement régional !

Selon l'auteur, il ne s'agirait plus de relever le salaire minimum mais de décréter un salaire maximum, sans doute fixé au niveau que Goodyear – ou les innombrables entreprises textiles et du vêtement qui ont fermé leurs portes en 2006 tellement que la FTQ ne veut plus en parler dans son bilan de fin d'année – jugerait adéquat pour ne pas fermer ses portes après avoir arraché, en 1999, des concessions au syndicat pour des promesses d'investissements de modernisation jamais réalisés.⁸ Le patronat québécois sera sans doute heureux de s'être trouvé un nouvel allié en ce pourfendeur du capitalisme qui se met au service des impératifs implacables de la compétitivité au nom de la lutte écologique.

« Interdire tous les licenciements »

Si l'on veut absolument regarder du côté de la France pour une réponse de gauche à la stagnation salariale et aux licenciements par des compagnies rentables, vaudrait mieux s'inspirer du programme d'urgence du candidat de la Ligue communiste révolutionnaire à la présidence, Olivier Besancenot, crédité d'un score entre 4 et 5%. En ce qui concerne les fermetures d'usine, son programme d'urgence propose tout simplement d'« *interdire tous les licenciements* »⁹ :

« C'est une incursion franche dans la propriété capitaliste à laquelle il faut procéder en mettant hors la loi le licenciement, en instituant la pérennité du contrat de travail, au-delà des changements de poste ou de qualification ; contrat de travail de la responsabilité totale de l'employeur, de la branche professionnelle ou du patronat local, au-delà des aléas de telle ou telle activité. [...] De tels choix ne peuvent être qu'imposés au patronat.

« C'est donc bien l'interdiction de tous les licenciements que nous revendiquons, la mise hors la loi du licenciement en imposant le maintien du contrat de travail. Pour financer d'éventuelles défaillances à ces règles, un fonds de sécurité sociale professionnelle pourra être mis sur pied, financé par des cotisations patronales assises sur les salaires, et géré (comme devrait l'être l'ensemble de la Sécurité sociale) par des représentants des salariés. »

La triste réalité québécoise reste l'éternelle comédie de survie ou de reclassification où patronat, notables locaux, gouvernements provincial et fédéral, directions syndicales, tout en se blâmant l'un l'autre, feront ensemble pression sur la base syndicale pour arracher encore des concessions pour au mieux arriver à une solution à la Paccar à coups de grasses subventions par les gouvernements avec en prime une mise de fonds

⁷ Janic Tremblay constate que la nouvelle a créé une onde de choc, Radio-Canada, 4 janvier 2007, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie-Affaires/2007/01/04/001-goodyear-emplois-pertes.shtml>

⁸ Voir, pour les promesses non réalisées, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/29/29242.htm>, et pour les concessions syndicales, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/22/22116.htm>

⁹ Voir <http://besancenot2007.org/spip.php?article19>

des Fonds dit de solidarité... avec l'employeur sans doute. Quant à la direction de Québec solidaire, espérons que ce sera mieux que le silence, au moins un appui aux directions syndicales.

Marc Bonhomme, 7 janvier 2007_____
